

# Le trait d'union

## Culture et développement durable

Entretien avec Dominique Gauzin-Müller, publié dans le numéro #16 d'août/septembre 2010 de la revue *EcologiK*

**Philippe Madec est un homme orchestre : architecte, urbaniste, auteur, professeur, philosophe... L'héritage familial et la rencontre avec Kenneth Frampton en 1983 ont forgé son approche éco-responsable de l'architecture, de la ville et des territoires. Après avoir enseigné le paysage à Versailles et Harvard dans les années 80 et 90, il a créé en 2000, à l'école d'architecture de Lyon, le premier département dédié au développement durable et équitable. Ce passionné d'art sillonne l'Europe pour défendre une approche environnementale sociale et culturelle en faisant halte à Bruxelles, où il habite, dans ses ateliers de Paris et Rennes, et dans le moulin breton, où il se ressource. Membre de l'Académie d'Architecture et expert dans le cadre du Grenelle, il vient d'être invité à rejoindre la section Europe du Club de Rome.**

***EcologiK* : "Culture" est un mot dans lequel on peut mettre beaucoup de notions différentes. Quelle est votre propre définition ?**

**Philippe Madec** : Le philosophe Paul Ricœur propose une vision que j'ai faite mienne. Dans son ouvrage essentiel *Histoire et Vérité*, écrit en 1955, il propose la culture comme « figure historique cohérente »<sup>1</sup>. Notre travail contemporain consiste à confronter dans chaque situation spécifique, chaque lieu, les figures historiques cohérentes - les cultures donc - aux questions du futur et à la nécessité de l'invention d'un nouveau savoir-vivre le monde.

***C'est Jacques Chirac qui annonça en 2002 au Sommet de Johannesburg que « la culture s'imposera peu à peu comme le quatrième pilier du développement durable aux côtés de l'économie, de l'environnement et de la préoccupation sociale ».***

C'est le grand moment français sur la scène mondiale du développement durable, le discours « *La maison brûle, et nous regardons ailleurs* », contre l'hégémonie des réponses techniques à la crise environnementale, pour la protection des diversités culturelles et la défense de la biodiversité. L'oubli à l'origine de la culture comme pilier du développement durable m'étonne. Le rapport Brundtland précisait bien que « *deux concepts sont inhérents à cette notion (de développement durable) : le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.* »<sup>2</sup> Or les notions de besoin, d'état des techniques et des organisations sociales dépendent de l'histoire des peuples, des « figures historiques cohérentes » et de leurs expressions quotidiennes. Dans les domaines de la ville et de l'architecture, la revendication de la culture comme pilier du développement durable renvoie non seulement à la protection des diversités culturelles, mais aussi à la notion de projet, dans un contexte physique et humain. Même si nous assistons à une conscience mondialisée de la situation planétaire, les modalités d'actions, toujours contextualisées, appartiennent aux cultures. Une belle idée, comme un bon projet, n'est jamais accomplie si elle n'est pas appréhendée par ceux qui la vivront. Ce qui est approprié l'est à une société et par une société.

***Cette revendication a-t-elle été entendue en France ?***

Ce devrait être une évidence puisqu'après Jacques Chirac à Johannesburg, Nicolas Sarkozy a énoncé en 2009, à propos du Grand Paris, la possibilité d'un pilier esthétique<sup>3</sup>. Mais cela ne va pas du tout de soi ! Lorsque qu'on recherche le mot culture dans le texte de la loi Grenelle I, on trouve vingt occurrences : il est cité dix-sept fois dans « agriculture », une fois dans « sylviculture » et deux fois au sujet des « cultures de protéagineux et autres légumineux » puis des « cultures dites mineures » à propos de la réduction des usages des biocides. Quant au mot architecture, il est introuvable ! La réalité le montre : dans le texte et hors du texte. L'architecture flotte à

présent dans un « quelque part » flou, entre une technique hégémonique (HQE, Passif, BBC, photovoltaïque, puits canadien, double flux, isolation par l'extérieur, Ubat, etc.) et un destin de ville présenté sous le seul horizon métropolitain. On ne peut qu'en être accablé. Pourquoi est-ce possible ? Sans doute parce que l'hégémonie de la réponse technique à la crise environnementale court-circuite la culture.

### ***L'architecture est-elle plus présente dans la Loi Grenelle II ?***

Il n'y est jamais question de culture et d'architecture, seulement de patrimoine. La seule phrase de la Loi Grenelle II où se trouve l'adjectif « architectural » avance que l'Etat « encouragera la réalisation, par des agglomérations volontaires, de programmes globaux d'innovation énergétique, architecturale, paysagère et sociale, en continuité avec le bâti existant, qui intégreront dans leurs objectifs la préservation et la rénovation du patrimoine existant, le développement des transports en commun et des modes de déplacement économes en énergie, la prise en compte des enjeux économiques et sociaux, la réduction de la consommation d'espace et la réalisation de plusieurs éco-quartiers. » Certes, ce programme d'actions est vertueux. Mais voilà le social, le paysage et l'architecture perçus comme des instruments d'innovation technique au même titre que l'énergie.

### ***D'autres pays ont-ils intégré la culture comme quatrième pilier du développement durable ?***

Dès 2002, l'Indien Rajendra Pachauri, président du GIEC, a dénoncé le poids des experts de la science atmosphérique, ses propres spécialistes. Il soulignait déjà que la compréhension sociale et culturelle des politiques énergétiques sera la condition *sine qua non* des actions concrètes dans les divers pays<sup>4</sup>. Au-delà du réquisitoire, il s'agissait pour lui de mettre en évidence l'écart entre la pensée technique abstraite, due au caractère universel des données physiques, et les conditions quotidiennes de la vie humaine, toujours localisées. Reconnaissons que le développement durable n'est pas un nouveau concept. Juste une nouvelle définition du développement et une nouvelle acception de l'adjectif « durable ». Les définitions dépendant des langues, chaque culture possède son acception. Chaque pays le décline donc à sa manière, à partir de son histoire, de l'état de ses techniques et de son organisation sociale, pour paraphraser le rapport Brundtland. Ce qui donne au développement durable un sens partagé mondialement, c'est son objectif : répondre « *aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* »<sup>5</sup>. Et ce sont aussi les moyens mis en œuvre pour y parvenir : modification de la qualité de la croissance, satisfaction des besoins essentiels, maîtrise de la démographie, préservation et mise en valeur de la base des ressources, intégration des considérations économiques et environnementales dans la prise des décisions. En tant qu'action dirigée vers une fin, le développement durable est une éthique, une philosophie pratique, une pensée de l'en-commun à l'œuvre dans le sauvetage de la civilisation et dans la possibilité d'un avenir pour les générations futures.

### ***Quel est alors concrètement le rôle de la culture ?***

Comme valeur propre et transversale s'il en est, la culture est la clé, le liant, le trait d'union oublié en chemin. A la fois présente dans l'environnement, le social et l'économique, elle permet d'envisager le projet politique manquant, qui unirait les divers aspects du projet d'établissement humain dans leur interdépendance indéfectible, soudant culture-environnement-société-économie. Elle garantit la prise en compte du pilier social et contrebalance le traitement technique qui a pris le pas sur les autres aspects du développement durable. Ne voit-on pas émerger de nouvelles ségrégations sur la base d'inégalités environnementales ? Accéder au durable exige de faire sien la question écologique, et surtout de ne pas s'en satisfaire ! La revendication de la culture comme quatrième pilier du développement durable est indispensable pour reconnaître la diversité des conditions humaines et sortir de « la prison de l'actuel » pour reprendre cette belle formule en introduction du Rapport Meadows<sup>6</sup>.

### ***Comment positionner définitivement la culture comme quatrième pilier du développement durable ?***

Le cadre général des cohérences à venir s'inscrit dans la nécessaire invention d'un nouveau savoir-vivre-le-monde. Voilà pourquoi je suis si attaché à la quotidienneté. Les indispensables « petits gestes » du quotidien contribuent au sauvetage planétaire : ne pas laisser couler l'eau quand on se lave les dents, manger moins de viande, préférer le bio, rouler à vélo, éteindre la lumière dans les pièces vides, baisser le chauffage, trier les déchets, etc. Mais l'importance de la crise accredit la radicalité d'un propos de Sloterdijk en 1993 : « *Pendant que les différentes scènes de la culture travaillent à valoriser la nouvelle instabilité, saluent le chaos et célèbrent l'inconséquence* » (on pense à Rem Koolhaas), « *on assiste depuis quelques années à une discussion d'un type nouveau ; partie des cercles écologistes, elle a été reprise par les milieux de l'économie et porte sur la durabilité*

— *sustainability*. On commence peu à peu à comprendre que l'actuel way of life et le long terme sont deux choses qui s'excluent totalement l'une l'autre »<sup>7</sup>. La crise planétaire concerne au plus près la vie des gens, dans une quotidienneté « toujours historiquement qualifiée et culturellement dense ».<sup>8</sup> Le monde déjà là, nourri de toutes nos habitudes journalières, ne s'arrête pas aux choses ordinaires, mais touche à l'ouvrage à faire en commun, à ce vivre ensemble dont les gestes simples et concrets soudent la tenue. Ce monde commun est le monde en-commun qui engage la présence de l'autre. Là se joue la nécessaire révolution à mener et que se déjouent les pièges de la pensée abstraite, systémique.

Culture, quotidienneté et usage sont étroitement liés dans la mise en œuvre d'un développement durable et équitable. D'où le primordial recours à la participation citoyenne, et ce dans un contexte général d'urgence comprise, d'indispensable partage des tâches, d'engagement de tous et de chacun dans sa propre puissance, de crise de l'autorité, de discrédit du politique, de caractère peu lisible de la structure sociale et d'attente d'un véritable projet politique éco-responsable. Les citoyens sont les maîtres d'usage aux côtés du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre<sup>9</sup>. Propriétaires ou locataires, leurs vies les engagent très au-delà de leurs biens. Le problème planétaire ne relève pas seulement du politique et du technique - Al Gore le formulait clairement - : « il relève de la morale. Car il concerne tout simplement la survie de la civilisation humaine »<sup>10</sup>. En ce sens, il regarde tout le monde et s'adresse à toutes les cultures.

### **Quels sont les acteurs de cet ancrage culturel du développement durable ?**

La culture dont je parle ne se limite pas à celle dite « savante » des créateurs, des « gens de la Culture », dit-on. Il s'agit bien de celle qui nous soude chaque jour dans nos sociétés, nos climats, nos lieux, nos atmosphères partagées, celle des multitudes rassemblées. Celle aussi qui nous engage tous collectivement et individuellement. Les acteurs principaux sont, sur le terrain, ceux du difficile passage à l'acte, qui donnent réalité au slogan « Penser global, agir local » mis en avant lors de la *Conférence de Rio de Janeiro* en 1992, qui transforment les traités internationaux en réalités territoriales, voire communales. Mais ces engagements locaux indispensables aux déploiements de l'engagement global peuvent produire des retranchements protectionnistes : le développement des filières locales, des circuits courts de distribution au nom de la réduction des émanations de gaz à effet de serre peuvent engager des replis vers les lieux, voire des tentations communautaristes auxquels n'échappent pas même les plus farouches militants de l'habitat groupé. Seules les politiques locales qui engagent des coopérations lointaines se prémunissent des retranchements.

Si pour certains l'innovation découle d'une création consistant « à socialiser des inventions technologiques »<sup>11</sup>, il me semble qu'en architecture et en urbanisme elle consiste surtout à imaginer l'expérience, l'engagement individuel et collectif de chacun vers l'invention du nouveau savoir-vivre le monde dont nous parlions auparavant, dans une appropriation éco-responsable de situations de voisinage, de proximité. Elle est fondée sur la redécouverte de la richesse du territoire, alors qu'on assiste aujourd'hui à un amalgame entre perte d'identité et métropolisation comme expression de la globalisation. L'identité est un projet, celui de la rencontre d'une « figure historique cohérente » et de son avenir.

Propos recueillis par dominique gauzin-müller

---

1 - RICŒUR Paul, *Histoire et Vérité*, Seuil, Paris, 1955, p.296

2 - BRUNDTLAND Gro Harlem, *Our Common Future*, accessible sur internet : [http://fr.wikisource.org/wiki/Rapport\\_Brundtland](http://fr.wikisource.org/wiki/Rapport_Brundtland)

3 - GUET Jean-François, *Enjeux et perspective de la ville durable européenne*, <http://www.ffue.org/PDF/Certu-2009-JFGuet.pdf>

4 - PACHAURI Rajendra, « Les experts étudient l'effet socio-économique de l'évolution du climat », in *Le Monde*, 21 février 2003

5 - BRUNDTLAND Gro Harlem, *Our Common Future*, op.cit.

6 - Pour reprendre la belle formule de Janine Delaunay à propos des futurologues en introduction au Rapport Meadows. DELAUNAY Janine, *Halte à la croissance, Le Club de Rome, Rapport Meadows*, Fayard, Paris, 1972, p.20.

7 - SLOTERDIJK Peter, *Dans le même bateau, essai sur l'hyperbolique*, Rivages, Paris, 2002.

8 - Se reporter à STAQUET Anne, *La pensée faible de Vattimo et Rovatti : une pensée fable*, éditions de l'Harmattan, Paris, 1996.

9 - La notion de « maître d'usage » est employée par l'Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSFA) dans le cadre de sa remise du *Prix du Projet Citoyen* qui récompense une démarche de conception dans laquelle l'architecte a tenu un rôle de médiateur.

10 - GORE Al, « Le réchauffement climatique est une réalité... », in *La Libre*, Bruxelles, vendredi 6 octobre 2006, page 34.

11 - STIEGLER Bernard, in « *Télérama* », 3 juin 2009, p. 22.